

# JOURNAL DE LA HAYE.

## PRIX DE L'ABONNEMENT.

	La Haye.	Provinces.
Pour un an.	26 fl.	30 fl.
» six mois.	14 »	16 »
» trois mois.	7 »	8 »

## PRIX DES INSERTIONS.

Les premières 5 lignes fl. 1.50 timbre  
compris et 10 cts. par ligne en sus.

## BUREAU DE LA RÉDACTION

à La Haye, *Lage Nieuwstraat*,  
derrière le *Prinsgracht*, Noords  
-BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET  
ANNONCES,  
Chez M. Van Weelden, libraire,  
*Spui*, à La Haye.  
-Les lettres et paquets doivent être  
envoyés à la direction francs de ports.

### LA HAYE, 16 Juillet.

Nous avons reçu par voie extraordinaire les nouvelles d'Angleterre d'avant-hier. Les membres du nouveau cabinet, qui tous ont été réélus, ont prêté serment dans la séance du 13 de la chambre des communes, et immédiatement après ils furent interpellés sur différentes questions; leurs réponses ont satisfait la chambre. Il est difficile encore de prévoir la marche que le nouveau cabinet suivra; toutefois il n'est guère probable qu'il propose déjà des projets de réforme, avant que le changement de ministres aient pu se faire. Quoiqu'il en soit, la manière dont s'est accomplie la réélection des membres du cabinet et des hauts fonctionnaires, qui presque tous furent réélus sans opposition, et surtout l'enthousiasme qui a régné pendant les élections, paraissent être un signe favorable de l'opinion publique pour la politique du cabinet actuel.

Du reste, c'est aujourd'hui, jeudi, que le ministère doit faire connaître le programme qu'il veut suivre dans les importantes questions soumises au parlement, et que le ministère Peel n'a pas résolues.

La déclaration de lord John Russell sur la marche qu'il se propose d'adopter relativement à la question des droits sur les sucres, a généralement satisfait. Le premier lord de la trésorerie est d'avis de laisser subsister encore pendant un court espace de temps les droits perçus actuellement, et le préjudice qu'un subit changement de cette loi pourrait occasionner, sera prévenu par la publication de son plan pour l'avenir, qui écartera toute incertitude.

Le *Caledonia*, arrivé dans la nuit du 14 à Liverpool, a apporté des nouvelles des Etats-Unis, datées du 1<sup>er</sup> de ce mois. Les nouvelles sont plus récentes de cinq jours que celles apportées par le *Great Western*. Elles contiennent peu de faits nouveaux, mais sont d'un certain intérêt relativement au tarif et à la guerre avec le Mexique.

En ce qui concerne la question du tarif, il paraît que la discussion devant terminer le 2 juillet et qu'on avait prévu l'accueil qui sera fait à cette question, puisque depuis quelque temps on se prépare à une diminution des droits. Dans le cas où la chambre des représentants adopterait les principes de la liberté du commerce conformément à la proposition de M. Walker, on attend que M. Webster proposera un compromis au sujet et que les deux chambres se réuniront pour en discuter.

On ne sait rien de certain du théâtre de la guerre. Les nouvelles reçues de Matamoros vont jusqu'au 12 juin. Les habitants de Reinoso dans le Nouveau-Léon se sont soumis sans résistance au général Taylor. Les autorités de Camargo ont envoyé une députation au général américain pour l'engager à prendre possession de leur ville.

Parades rassemble ses forces dans une gorge de montagnes près Monterey, où il a l'intention de s'opposer à la marche de l'armée américaine. On croyait que l'expédition destinée contre le Nouveau-Mexique partirait du Missouri du 15 au 20 juillet.

Quelques-uns des principaux journaux de New-York paraissent les de la guerre et voudraient déjà en voir la fin. Le gouvernement de l'Union serait disposé à recevoir de la part du Mexique quelques ouvertures qui pourraient amener à terminer la guerre autrement que par les armes. Cependant on n'en

poursuit pas moins les armements de guerre; armes, munitions et artillerie sont envoyés sur les côtes de l'Océan-Pacifique.

On dit que M. M'Duffie, le nouveau président du comité des affaires étrangères, a conçu un projet de traité pour terminer le différend avec le Mexique, et que ce projet serait présenté le 4 juillet au président et au sénat.

Les nouvelles du Mexique vont jusqu'au commencement de juin. On croyait que Parades s'avancerait lui-même contre le général Taylor avec une force de seize mille hommes. Le général Maya avait occupé Matamoros; le général Alvarez occupait Atapulco et avait arboré le drapeau de la fédération. Yucatan s'était déclaré indépendant sous la présidence de Barbachan; Tampico s'était aussi déclaré pour le parti de la fédération, mais n'était pas encore d'accord sur le choix d'un président. Le général Anastasio Porradi était très favorablement disposé en faveur de Santa Anna.

Les provinces septentrionales Tamaulipas, Chihuahua et Zacatecas, on dit aussi celles Nouveau-Léon, Coahuila, San Luis de Potosi, Nouveau-Mexique, Santa-Fé, Sonora et Californie, ou pour mieux dire tout le Mexique au nord du 24<sup>me</sup> degré de latitude Nord, sont dans l'intention de former une république séparée sous la protection de l'armée américaine et de se préparer ainsi à leur incorporation aux Etats-Unis. Yucatan veut aussi entrer dans la confédération des états souverains et indépendants.

Il paraît qu'une grande partie du peuple mexicain, et surtout les habitants du Yucatan, manifestent un grand enthousiasme pour l'annexion. Il est fort remarquable que des populations qui avaient eu si peu de relations avec la république du Nord, et qui même semblaient être repoussées par les Américains, cherchent si volontairement à être réunies à la grande confédération.

Les nouvelles du Canada n'offrent aucun intérêt. On lit dans les journaux de New-York, que plusieurs négociants du Canada viennent se fixer aux Etats-Unis. L'idée d'une annexion devient de plus en plus populaire.

Si nous en croyons les nouvelles des Etats-Unis qui nous ont apporté la ratification du traité de l'Oregon, le président Polk serait disposé à accepter la médiation de l'Angleterre pour l'aplanissement du conflit entre les Etats-Unis et le Mexique; nous pouvons donc voir bientôt cesser les hostilités entre ces deux nations.

Nous publions ci-après le texte du discours prononcé par lord Palmerston, le jour de sa réélection à Tiverton. Ce discours est déjà connu par extrait; il est important en ce que, sans faire un programme politique complet, le noble lord a cependant traité deux questions: l'amélioration du sort du peuple en général et l'engagement de faire quelque chose pour l'Irlande.

« Messieurs, je vous rends grâce de m'avoir conservé le mandat que je dois à votre confiance depuis onze ans. Je me présente devant vous par suite de l'acceptation des fonctions que la confiance de ma souveraine a daigné m'accorder. Permettez-moi de vous adresser quelques mots sur les circonstances qui m'ont amené à reprendre une position officielle. Vous vous rappelez qu'en 1841 le ministère dont j'avais l'honneur de faire partie fut expulsé du pouvoir pour avoir proposé, par des mesures pratiques, l'immédiate adoption de certaines doctrines de liberté commerciale recommandées précédemment dans les discussions parlementaires, mais qui jusqu'en 1841 n'avaient pas été formulées en propositions législatives. Un parti très-fort nous fit de l'opposition; le pouvoir nous fut enlevé injustement. Nous le perdîmes alors, et le peuple

en même temps perdit pour un temps les avantages qui devaient résulter pour lui de nos propositions. Nous, qui composons le grand parti libéral, nous eûmes plus tard la satisfaction de voir nos adversaires reconnaître leur erreur, se convertir à notre opinion et proposer nos mesures. Je pense, Messieurs, que vous n'attendez pas en ce moment de moi la communication du programme de notre conduite politique; cette communication serait à la fois impolitique et prématurée; toutefois il est deux questions qui dominent toutes les autres et qui appellent l'attention du ministère. L'Irlande réclame assurément toute l'énergie des conseillers de la couronne, et il ne s'agit pas seulement d'avoir des vues politiques larges et libérales, il faut encore avoir un sentiment profond de justice au cœur, et il faut que le ministère puisse compter sur la coopération décisive et zélée de ses amis.

Je puis donner l'assurance aux électeurs de Tiverton que mon noble ami, qui est à la tête du ministère (lord John Russell), est un homme d'Etat distingué, noble par le caractère aussi bien que par les talents, et que tous ses collègues sont parfaitement pénétrés de leur devoir vis-à-vis de l'Irlande, tous décidés à le remplir du mieux qu'ils pourront le faire. La question irlandaise, à la bien prendre, n'est qu'une question temporaire; il s'agit de remédier aux maux de l'Irlande et de faire disparaître ses griefs; mais il est une autre tâche non moins importante, d'un caractère plus permanent, je veux parler de l'amélioration de la condition du peuple. La paix et la prospérité, le bien-être et le bonheur du peuple ne peuvent être basés que sur l'enseignement et sur l'éducation. Il est douloureux de penser que non-seulement dans les districts agricoles, mais encore dans les districts manufacturiers, au sein d'une immense population, tous les ans naissent et grandissent dans l'ignorance la plus complète des milliers d'êtres dont l'éducation augmenterait le bien-être. Le ministère donnera toute son attention à cette question vitale. Je ne traiterai aucune autre question aujourd'hui; il me suffira de dire que l'esprit qui anime et animera toujours le ministère, est l'esprit d'amélioration progressive. Les progrès qu'a faits le pays depuis 1815 prouvent l'importance des résultats que l'on peut obtenir par la persévérance, en s'attachant à améliorer, et par une série d'améliorations bien entendues; la société humaine peut arriver ainsi à une condition morale et religieuse qui dépasserait toutes les espérances. C'est un peuple à aider le gouvernement dans cette glorieuse tâche. Le gouvernement ne négligera rien pour arriver à ce résultat. Si la marche dans cette voie n'est pas aussi rapide que nous le désirons, le pays verra bien ne pas suspecter nos intentions; les retards ne dépendent pas de notre volonté. Tout ce que le gouvernement demande au pays, c'est de ne pas douter de sa sincérité et de sa loyauté. Que le pays ait l'œil sur les conseillers de la couronne, et tant qu'il les verra marcher droit au but, sans vaciller ni à droite ni à gauche, qu'il leur accorde son appui: ainsi s'accompliront ces améliorations sociales si désirables et si bienfaisantes. »

Le steamer *Batavia* que l'Etat a fait construire dans l'établissement des pyroscaphes à Fyenoord, pour faire le service régulier entre Batavia et Singapore, et dont le voyage d'essai dans l'Inde du Nord a pleinement réussi, sera mis en état de service, et se rendra aux Indes au commencement du mois de septembre prochain.

Le *Nederlandsche Stoomboot*, qui se publie en cette ville, en reproduisant les détails de la catastrophe qui vient d'avoir lieu sur le chemin de fer de Nord, dit que les autorités hollandaises de la prudence et des précautions qu'elle ne cesse de prendre pour la sécurité des voyageurs. En effet, depuis l'existence du chemin de fer dans ce pays — et il y a environ 6 ans que des chemins de fer sont établis chez nous — on n'a pas encore eu à déplorer la vie d'un seul voyageur.

Le journal la *Presse* a accrédité, il y a deux jours, le bruit de la retraite de M. le maréchal Soult et de la nomination de M. Guizot, comme président du conseil. On prétend maintenant que MM. Cunin Gridaine et Martin du Nord quitteraient également le cabinet. On ne désigne pas le successeur probable du ministre de l'Agriculture et du Commerce; mais on prétend que le ministre actuel de la justice serait remplacé par M. Hébert. Dans ce cas, M. Delangle, avocat-général à la cour de cassation, remplacerait M. Hébert comme procureur-général à la cour royale. (Corresp.)

## COLLECTION DU JOURNAL DE LA HAYE. 17 JUILLET 1846.

### LE MORT GUÉRI.

Je vais vous parler d'un mort qui guérit, et je vous dirai le nom de son médecin, pour répondre d'avance aux incrédules.

— Il y avait donc une fois un mort.

— Ce mort se regardait-il comme tel.

De fait ce personnage que, pour la commodité du récit, j'appellerai R... (il existe encore), R..., après une assez longue maladie, s'était un beau matin mis dans la tête qu'il était passé de vie à trépas, — et rien ne l'en eût pu faire démordre.

R..., en aucun temps, n'avait eu la tête bien saine. C'était un esprit faible, inquiet, défiant. — En outre, peu solide de construction physique, s'entourant de mille petites précautions sanitaires, et faisant volontiers sa lecture d'un bouquin médical. Dieu sait les bisornités qu'il y péchait!

En général, il arrangeait sa vie de façon, croyait-il, à ménager son économie animale, à dépenser le moins possible, à limiter ses mouvements, afin de ne pas fatiguer ses organes qui durent. Il avait étudié et combiné strictement sa respiration, ne lui donnant que bien juste le nécessaire. Il ne se promenait pas dans les rues.

Des théories!

Ajoutons tout de suite que R... était assez riche, qu'il avait cinquante ans, et qu'il avait jadis voulu se marier. — Nécessairement.

Arrivé à cet âge où ses supputations, calculs et combinaisons lui démontrèrent, clair comme le jour, qu'il ne devait plus avoir d'huile dans sa lampe. Le terme était venu. R... s'y résigna avec grande complaisance.

Il faut bien finir.

C'est de ce jour-là que je date la petite histoire que j'ai à vous conter.

La parenté, convoquée par ban et par arrière-ban, avait en vain épuisé sa logique.

Le médecin ordinaire de R..., désarçonné par son inflexible obstination, blessé même, avait cédé la place.

R... était mort; c'était fini, il ne voulait pas entendre parler d'autre chose. Tout ce qu'il demandait, c'était qu'on lui jetât le drap sur la tête, et qu'on s'occupât de son convoi. — Il ne pouvait pas tout faire.

Et comme les parents stupéfaits s'entre-regardaient sans prendre un parti, R... avait procédé de lui-même aux premières dispositions, — et il s'efforçait de disposer le drap fatal sur sa figure, selon le rite.

La famille l'entourait consternée, écoutant ses doléances d'outre-tombe, ses supplications et ses colères. — Avait-on vu jamais un mort plus mal servi! — seulement R..., se répétant nécessairement dans ses formules, on commençait à se blaser un peu.

Et le mort de se lamenter.

— Eh! les cruelles gens que vous êtes! disait-il. Est-il permis, est-il charitable de laisser un pauvre chrétien sans sépulture! Ensevelissez-moi, ensevelissez-moi, vous dis-je! Depuis deux jours, — deux jours entiers, grand Dieu! que je suis mort, ne sentez-vous pas autour de moi une odeur cadavérique? Si vous ne mettez point ordre à ceci promptement, vous en serez punis tous les premiers en attrapant une bonne fièvre typhoïde — que je vous souhaite! — Voyons, monsieur Bernard, vous qui êtes là à me regarder sans rien faire, — vous, maître Coupière?

Maitre Coupière ne bougeait non plus que M. Bernard.

Alors R... entra dans une grande fureur, et, s'adressant à un jeune homme, son plus proche héritier, qui se tenait à terre au pied du lit:

— Vous, mon neveu, vous! — je vous somme d'aller faire votre déclaration sur-le-champ, afin de procéder sans délai à l'inhumation, — sinon je vous déshérite: voilà mon dernier mot.

Le jeune homme secoua l'oreille à cette menace, et il se fit un mouvement parmi les assistants. Le défunt avait enfoncé résolument son bonnet jusqu'au menton, et s'était laissé retomber sur son oreiller.

Le neveu, assez décontenancé, et sur qui tous les yeux s'étaient portés, parut hésiter un instant, puis il prit son chapeau, et sortit.

Dans la pièce voisine, il se trouvait deux collatéraux. — L'un mâle, l'autre femelle, — ils lui demandèrent des nouvelles. Le jeune homme leur apprit ce qui venait de se passer.

Les deux collatéraux se regardèrent avec un sourire singulier, — ce qui indisposa fort le neveu.

— Je ne vois pas, se disait-il, ce qu'il y aurait de si plaisant pour moi à perdre la succession de mon oncle.

Il les quitta préoccupé et mécontent. La question était grave, en effet, et l'oncle entêté.

Une fois dans la rue, il mit les mains dans ses poches, et s'arrêta pour se consulter.

A deux pas, se trouvait la boutique du pharmacien qui avait fourni les drogues durant sa maladie. Le jeune homme entra et demanda conseil au pharmacien.

Le pharmacien lui fit des calembourgs.

De rage, le désolé neveu alluma un cigare, et s'en fut faire un tour sur le boulevard.

— Pendant mon absence, pensait-il, mon oncle guérira peut-être de sa mort.

En passant devant les Bains-Chinois, il se heurta contre un de ses amis qui se curait les dents au soleil.

L'ami, — qui avait bien déjeuné, — était d'humeur folâtre et en veine de conversation. Il parla avec volubilité de son prochain mariage....

Le neveu l'interrompit pour lui conter sa disgrâce.

L'ami s'en égayait d'abord; puis, touché de son embarras, il essaya de le consoler.

Mais consoler — quoi?...

Au bout d'une demi-heure de conversation, ils n'étaient pas plus avancés.

— Eh! mais, — dit tout à coup l'ami, que ne vas-tu voir Alibert? C'est un homme d'esprit.

— Que veux-tu qu'il me dise? répondit le neveu avec désespoir.

— Il n'en coûte rien d'essayer.

Le neveu réfléchit.

— Au fait!... dit-il.

Et il se dirigea vers la demeure du docteur Alibert, médecin ordinaire de S. M. Louis XVIII, si vous vous en souvenez bien.

Au récit du jeune homme, l'auteur de la *Physiologie des passions* ne put s'empêcher de rire. La figure piteuse du neveu racontant l'original caprice de son oncle eût produit partout le même effet. Le docteur écoutait cette bizarre histoire, l'interrompant de temps en temps pour s'informer de l'âge du mort imaginaire, de la façon dont il avait été traité antécédemment, de la durée de sa maladie, etc., etc.

— Et son médecin s'est retiré hier, dit en terminant le jeune homme. Il ne veut plus revenir.

— Depuis combien de temps votre oncle a-t-il cessé de manger? demanda le docteur à Alibert.

— La semaine dernière, nous parvenions encore, bien difficilement, à lui faire prendre quelque nourriture. Mais depuis deux jours qu'il s'imagine être mort, il a solennellement défendu qu'on fit entrer une assiette dans sa chambre. Depuis quarante-huit heures, il est complètement à jeun.

— Eh bien! monsieur, dit Alibert après un instant de réflexion, nous allons voir: je vous suis.

Durant la route, le jeune homme, un peu rassuré par la présence du célèbre médecin, lui donna de nouveaux détails et lui fit un tableau assez comique de sa situation de neveu à demi-exhérédié. — Alibert souriait.

— Monsieur, dit gaiement le jeune homme en mettant sa main sur sa clef, — vous avez en vos mains César, et sa fortune.

Ce neveu s'appelait César.

(— C'est vrai, ce que je vous dis là.)

Cependant l'oncle défunt, rassuré par le départ de son neveu, avait repris un calme plus convenable à sa situation.

— Je serai enterré! je serai enterré! chantonait-il entre ses dents, —

Le *Moniteur belge* publie le tableau du mouvement commercial de la Belgique avec les pays étrangers, pendant les cinq premiers mois des années, 1846, 1845 et 1844, en ce qui concerne les principales marchandises. Nous en extrayons ce qui concerne le commerce avec les Pays-Bas :

**Importations des Pays-Bas en Belgique.**

	1846.	1845.	1844.
BESTIAUX — Bêtes bovines, vœux exceptés,	4,945	3,063	
» Moutons et agneaux,	11,850	11,359	
Bois de construction, non scié,	157	262	
CAFÉ,	884,783	3,016,614 (1)	
GRAINES de colza, de navette, de lin et de chanvre,	127	690	
GRAINS. — Froment,	1,743,507	4,167,668	2,696,684
» Orge et escourgeon,	2,384,236	9,501,995	8,755,400
» Avoine,	449,495	2,303,149	2,433,297
LAIN s en masse,	77,843		
LIN brut,	235,457	129,018	
TABACS non fabriqués. — D'Europe, Virginie, Maryland et Amérique septentrionale,	131,994	276,538	
TABACS fabriqués en carottes, en poudres, etc.,	6,324	8,157	

**Exportations pour les Pays-Bas.**

	1846.	1845.	1844.
ARMES PORTATIVES,	106,244	34,555	
CHAARON de terre,	26,810	68,885	
FER. — Fonte ouvrée,	62,882	65,761	
» Ouvrages de fer battu,	87,008	276,886	
» Clous,	698,504	1,671,801	
LIVRES. — Brochés, en feuilles et reliés,	17,880	31,652	
MACHINES ET MÉCANIQUES. — Appareils complets, en fer,	107,160	12,691	
TISSUS DE COTON,	292,765	369,912 (2)	
TISSUS DE LAINE. — Draps et étoffes similaires,	39,875	27,507	
» Autres que les draps,	6,561	9,424	
TISSUS de lin, de chanvre et d'étoffe,	84,178	163,190 (3)	
VERRES. — Cristallerie unie ou moulée,	4,349	35,335	
» Verre à vitres,	354,201	6,6180	
ZINC laminé,	121,472	155,426	

Nous avons reçu hier les journaux d'Oporto. Nous y voyons confirmés tout ce que nous avons dit sur l'état du Portugal. Les forces miguelistes se sont retirées de Chaves à l'approche des troupes royales sous les ordres du général baron de Londello, qui a publié une proclamation dans laquelle il invite les Portugais paisibles et honorables à fermer l'oreille aux suggestions des hommes qui veulent plonger leur patrie dans les horreurs d'une nouvelle guerre civile. Les chefs du mouvement migueliste dans la haute Beira sont le brigadier Rebocho et un nommé Magalhães. Nous avons déjà dit que quelques tentatives dans le sens absolutiste ont eu lieu à Lamego, à Braya, à Coimbra et sur d'autres points.

Rien de nouveau à Lisbonne ni à Oporto.

On a reçu le 13 à Londres des nouvelles du Cap de Bonne-Espérance jusqu'au 14 mai. La situation des frontières de la colonie était toujours la même à cette date. Les troupes anglaises, dispersées sur une ligne fort étendue, ne pouvaient protéger les colons contre les brigandages des hordes caffres qui continuaient de plus belle d'incendier les fermes, d'enlever les troupeaux, et de dévaster tous les établissements qui n'étaient pas en force pour se défendre. Quelques nouvelles escarmouches avaient eu lieu entre les troupes anglaises et quelques bandes de maraudeurs, mais sans pertes considérables de part ni d'autre. Les officiers anglais, en attendant des renforts qui leur permettent de se porter en masse sur plusieurs points à la fois, sont obligés de garder encore une attitude défensive. Les pertes essuyées par les colons par suite des incursions des Caffres sont énormes.

- (1) Les 884,783 kil. de café importés des Pays-Bas en 1846 se répartissent ainsi : 476,802 kil. en janvier, 11,265 kil. en février, 71,293 kil. en mars, 34,187 kil. en avril et 241,282 kil. en mai.
- (2) Les 292,765 kil. de tissus de coton exportés aux Pays-Bas en 1846, se répartissent ainsi : 19,186 en janvier, 32,340 en février, 80,529 en mars, 32,001 en avril et 88,508 en mai.
- (3) Les 84,178 kil. de toiles exportés aux Pays-Bas, en 1846, se répartissent ainsi : 6,260 en janvier, 13,117 en février, 28,899 en mars, 16,022 en avril et 23,910 en mai.

— ou mon gendre de neveu dira pourquoi !  
 — Pouah ! — fit le docteur en entrant, — il y a une bien mauvaise odeur ici !  
 Ce mot fit bondir comme par ressort le mort sur son séant.  
 — Enfin ! cria-t-il en tendant les bras vers le nouveau-venu, enfin voilà un homme ! un homme qui... — Vous trouvez qu'il y a une mauvaise odeur ici, monsieur. Je le crois bien ! C'est une infection ! Pensez donc, monsieur, que je suis mort depuis deux jours ! Je dois être en putréfaction, cela est sûr.  
 — A la bonne heure, dit le médecin.  
 — Et ces gueux-là, monsieur, poursuivit R..., ces gueux-là me refusent la sépulture. Dans quel intérêt, je vous le demande un peu ! ils se sont entendus avec mon médecin pour se moquer de moi. — Heureusement, monsieur, que votre honnêteté me rassure et qu'elle va me faire raison de cette canaille.  
 Alibert s'approcha du lit :  
 — Vous êtes mort, monsieur ?  
 — Depuis quarante.  
 — ... Huit heures, c'est bien. — Cela se voit du reste.  
 Ravissement de l'oncle.  
 Alibert fit un tour de chambre et vint se placer, comme on dirait, au premier plan, à la gauche du spectateur, afin de dominer la scène. Puis il dit gravement :  
 — Nous allons tout à l'heure procéder à l'ensevelissement.  
 R... tressaillit et se leva immobile.  
 Alibert lui tira le drap sur le nez.  
 — Veuillez, dit-il à l'assistance, veuillez faire placer deux bougies allumées sur cette table, près du lit, — et ouvrez la fenêtre ; — bien !  
 — Vous savez, monsieur, poursuivit-il en s'adressant au neveu, ce qui vous reste à faire... Je vous prie surtout de me faire apporter ici une aile de poulet et une bouteille de vin de Bordeaux. Je n'ai pas déjeuné, et il conviendrait que votre absence ne devienne apparente du corps.  
 R... se raidit comme une barre de fer.  
 Cela dit, Alibert s'installa dans un fauteuil, étendit les jambes et s'appuya sur le bras gauche, dans l'attitude du recueillement.  
 — Puis, sur un signe, tout le monde se retira.  
 — Monsieur, dit le docteur, après une pause, mon devoir m'oblige à vous adresser certaines questions.  
 — Monsieur, répondit le défunt sous sa couverture.  
 — Ah ! le brave homme ! ajoutait-il en s'apaisant ; ah ! le brave homme !  
 — Monsieur, dit le docteur, que, dans la prévision de l'événement qui vous frappe, vous n'avez pas été sans penser...  
 Un moment de silence fit auduler le drap. Le mort, d'un œil : — cet œil était éteint.  
 — Permettez-moi, dit le docteur, de vous adresser quelques questions.

La pénurie du numéraire est extraordinaire à Berlin, dit la *Gazette de Cologne*. Les nouvelles des provinces de l'est et du nord de la monarchie prussienne annoncent qu'on s'y plaint généralement du même malaise. La banque royale a élevé le taux de l'escompte ; elle a en outre limité le nombre des billets qu'elle escomptait, ce qui paralyse beaucoup les affaires et met le petit commerce dans un grand état de gêne. Elle a enfin augmenté le taux de l'intérêt sur les dépôts. L'émission des 10 millions de thalers de billets paraît rencontrer des obstacles tels qu'il est probable que la banque se verra forcée de renoncer à cette mesure. Il n'y a qu'un progrès sensible dans la marche du gouvernement qui puisse faire cesser ce fâcheux état de choses, en ramenant la confiance publique et en encourageant les capitalistes.

Le gouvernement de Lucerne a adressé à tous les cantons la réponse faite au directoire relativement à l'alliance défensive conclue entre les cantons catholiques. Le gouvernement y exprime son étonnement de voir que le directoire demande des explications à un membre de la confédération sur de simples bruits de journaux, et qu'il désigne immédiatement comme contraire au pacte un acte sur lequel il demande des renseignements officiels. Le gouvernement de Lucerne s'étonne encore qu'au sujet de cette affaire on ne s'adresse qu'à lui seul, qui n'est cependant pas chargé de répondre pour les autres cantons faisant partie de l'alliance ; néanmoins il s'empresse, par égard pour la confédération, de donner les renseignements demandés, mais seulement au nom du canton de Lucerne. Après avoir défendu cette alliance, le gouvernement lucernois termine en déclarant : « que Lucerne observera en tout temps les principes sur lesquels repose cette convention et qui ne sont point contraires au pacte.

**Correspondance.**

Les colonnes de notre journal ont toujours été ouvertes aux observations qu'on a cru devoir nous adresser en réponse à la critique émise par nous sur tel ou tel artiste, sur telle ou telle œuvre d'art, pourvu toutefois que ces observations fussent rédigées avec convenance, et que surtout on s'y abstînt de personnalités offensantes. Dans toute question, et à plus forte raison quand il s'agit d'art, une polémique décente ne peut exister que moyennant abstraction complète des personnes. C'est l'application de ce principe qui contraind la rédaction du *Journal de La Haye* à refuser l'insertion de la lettre que vient de lui adresser M. Hasselmans, chef d'orchestre de notre Théâtre-Royal-Français, en réponse à un article qui a paru dans le *Journal de La Haye du Dimanche*, en date du 5 de ce mois. Que M. Hasselmans, qui croit avoir à se plaindre de notre rédaction, s'adresse à elle dans des termes convenables, qu'il s'exprime avec calme et dignité, et nous nous empresserons de publier sa lettre.

Quelle que juste ou fondée que soit la critique, le dépit qu'éprouve nécessairement celui à qui elle s'adresse, le force parfois peut-être de mettre quelque acrimonie dans sa réponse ; on le conçoit volontiers, on l'excuse même, mais ce qu'on ne peut admettre, c'est qu'on se livre à des personnalités et encore bien moins qu'on mette en cause des personnes qui sont complètement étrangères à la question. M. Hasselmans a cédé à une mauvaise inspiration que la réflexion lui fera désavouer du moment qu'il en aura conscience. Nous ne devons pas nous laisser impressionner par le moment qu'il nous impose le titre d'artiste. Toutefois, si cette réponse n'était que de simple goût et qu'il crût devoir faire publier ailleurs sa lettre, nous acceptons volontiers la discussion qu'il aura soulevée ; il entendra à son tour nos observations, et le public décidera ; il est le seul juge en pareille matière.

**Les prochaines élections en France.**

Encore aujourd'hui tous les journaux français sont remplis d'articles élections. Le *Journal des Débats* cherche à prémunir les conservateurs contre la crainte que l'opposition a voulu leur inspirer d'eux-mêmes. En matière d'élections, leur dit-il, il n'y a point de victoire certaine, et il ne faut pas qu'ils redoutent de triompher trop complètement.

« Ne craignons pas d'être trop forts, ajoutent les *Débats*, avec cette crainte insensée nous aurions grande chance de nous trouver un jour trop faibles ! Si jamais un parti de réaction et d'ultras se manifestait dans nos rangs, nous saurions bien en faire justice nous-mêmes sans appeler le secours dangereux de l'opposition ! Nous ne sommes pas conservateurs d'un trône fondé sur le

droit divin, d'une religion exclusive et dominante, d'un ordre qui repousse la liberté de la presse et de la tribune ; nous sommes conservateurs de la révolution de juillet, de ses conséquences légitimes et de ses libertés conquises ! conservateurs du droit national avant tout, de la liberté de conscience, de la liberté de discussion ! C'est là notre cause ; tous nous sommes pour but de la faire triompher ! Nous avons le nombre en notre faveur, mais si nous ne voulons pas éprouver de mécompte, rappelons-nous, que le nombre n'est rien sans le zèle, la vigilance, l'union ! »

L'*Epogue* essaie d'effrayer l'imagination des électeurs en leur rappelant la mort de M. le duc d'Orléans, dont c'était le 13 l'anniversaire. Les factions, dit-elle, n'ont rien abandonné de leurs espérances, et il faut que les conservateurs soient aussi vigilants qu'ils l'étaient en 1842. Elle termine ainsi :

« Electeurs ! ce qui vous préoccupait alors doit vous préoccuper bien plus à présent. Ce que vous auriez tous fait aux élections de 1842, si le terrible événement avait pu être prévu par vous, il importe bien plus de le faire aujourd'hui. Sous le coup de la catastrophe douloureuse, vous ne vous seriez arrêtés à aucun sentiment futile, secondaire ; vous ne vous seriez souvenus que des principes, que des intérêts généraux, que du salut du pays. Les républicains, les légitimistes, les hommes d'instabilité et d'agitation, tout ce qui menace d'un avenir désastreux, tout ce qui peut y conduire, vous l'auriez repoussé. Eh bien ! la situation est toujours la même. Pensez-y et agissez comme vous l'auriez fait alors, sous l'enseignement d'un jour si fatal. »

La *Presse* profite de l'ostracisme porté contre M. Thiers par quelques journaux de la gauche pour ramener les électeurs à M. Guizot. Après avoir rapporté les accusations dirigées contre M. Thiers par l'opposition extrême, la *Presse* ajoute :

« Notre conclusion est celle-ci : Puisque, de votre aveu, il n'est pas une seule de nos libertés sur laquelle M. Thiers n'ait mis la main, pas un seul principe qu'il n'ait enrayé, puisqu'il a tout faussé, les principes et les consciences ; puisqu'il n'y a pas de ministères de rechange, il n'y a pas à hésiter ; il faut garder M. Guizot ; mais comme la maxime de M. le ministre des affaires étrangères est de céder à ses amis et de résister à ses adversaires, il n'y a qu'à lui choisir pour amis des députés éclairés, désintéressés, qui veuillent fermement le bien et l'honneur du pays, sa prospérité, sa considération et le progrès des idées. »

Le *Constitutionnel* représente les nominations de fonctionnaires qui viennent d'être faites parmi les députés de la dernière chambre, comme un abus contre lequel il appelle la réprobation des électeurs.

« Le nombre des fonctionnaires-députés est excessif, dit-il, on l'a augmenté. Les électeurs vont se prononcer sur cet abus, on le rend plus intolérable. La députation est indignement exploitée, on encourage tous les calculs intéressés. L'influence d'un pouvoir irresponsable pèse sur la chambre, on élève la dignité de conseiller d'état le plus incapable et le plus dépendant des députés attachés au château. La conscience publique réprovoque les scandales de versions qui ont lieu après l'autre, indigné le pays, on récompense encore une fois l'une des plus scandaleuses. A ces provocations insolentes nous attendons avec confiance la réponse du pays. »

Le *Commerce* continue de défendre la coalition politique des ses amis contre les attaques du ministère.

« Non, dit-il, dans ce moment la fusion, puisque fusion il y a, ne tend point à se faire en oubli des principes pour l'élevation d'un ou de plusieurs hommes. Ceux qui ont cru devoir faire trêve à leurs divisions, pour proposer avec ensemble au pays des vues utiles, se réunissent dans un intérêt national, et ne sacrifient rien de leurs idées et de leurs tendances particulières. Ils pensent qu'il importe avant tout d'affranchir le pays d'une administration qui semble avoir pris pour condition d'existence un système d'inertie et de résignation au dedans, et de soumission de notre dignité nationale au dehors. »

Le *Courrier français*, répondant à la *Presse*, qui attaquait les hommes de principes, revendique sa place dans la gauche constitutionnelle soustraite à l'influence de M. Thiers.

« L'exposé que nous avons fait de nos doctrines, dit le *Courrier*, ne permet point à la *Presse* de prétendre que, M. Thiers exclu de la gauche, la gauche n'existe plus. C'est le contraire qu'il faudrait dire, car nous sommes convaincus, nous, qu'en se livrant à M. Thiers la gauche parlementaire a sacrifié ses opinions, et qu'elle retournera infailliblement à ses principes, du moment où il lui sera bien démontré que son intérêt le plus évident, l'intérêt de son honneur et de son avenir, lui commande de rompre avec M. Thiers. »

L'*Esprit public* recommande aux partis de s'unir autour des principes pour les faire triompher du ministère.

les plus arrêtés. J'ai vécu philosophe...  
 — Ce n'est pas de cela, monsieur, que je voulais vous parler, interrompit le docteur ; j'ai respecté les convictions des... personnes ; mais je viens de voir que vous avez une famille. Vous avez songé sans doute à faire vos dispositions ?...  
 — Eh, depuis longtemps, monsieur.  
 — De sorte que votre testament...  
 — Il est là, monsieur, s'écria le mort en mettant dehors un bras nu qu'il étendit vers le secrétaire.  
 — Et... vous n'avez rien à changer à ces dispositions ?  
 — Absolument rien.  
 Et, se ravissant :  
 — Le seul changement que j'aie envie d'y faire, c'est de brûler mon testament pour punir ce scélérat de neveu qui me refuse la sépulture !  
 Ici les interlocuteurs furent interrompus par le domestique qui apportait le déjeuner.  
 Alibert fit placer la table près du lit mortuaire et se mit à jouer bruyamment du couteau et de la fourchette.  
 — Vous n'avez jamais été marié, monsieur ?  
 — Ah ! monsieur, Dieu m'en a préservé !  
 — Eh ! eh ! — le mariage a bien aussi ses agréments. Une femme aimable, jolie, etc. etc.  
 Là, une conversation d'un quart d'heure sur les femmes : Le docteur fit quelques portraits. — Il y en avait de blondes, il y en avait de brunes. Le mort répondait, et pour cela comme le parler en sourdine commençait à le fatiguer, il rabattit le drap au nez de sa bouche.  
 — Pardon ! vint à lui demander tout simplement le docteur, vous ne voudriez pas goûter un peu à ce poulet ?  
 — Moi, fit R..., abasourdi.  
 — Il est exquis. — Voyez comme ceci est doré.  
 — Moi !  
 — Eh bien ?  
 — Sans doute.  
 — Dans ma position, y pensez-vous ? il y a deux jours que je suis mort.  
 — C'est-ce que cela fait ?  
 — Vous plaisantez ?  
 — Pas le moins du monde. — Puisque vous parlez, vous pouvez bien manger.  
 — Ah ! le mort, qui paraît surpris de la déduction.  
 Et le docteur, sans mot dire, déboucha violemment la bouteille, remplit son verre et se mit à boire à longs traits, comme les dégustateurs-experts :  
 — Pas le moins du monde. — Puisque vous parlez, vous pouvez bien manger ?

— Pas de Bourgogne ?  
 — Peu, je n'en buvais pas, moi, — et comme je recevais peu de monde...  
 — C'est un tort, je crois. Le vin de Bourgogne a bien son prix. — Il a une chaleur qui manque à l'autre.  
 — Oui, répondit le mort, mais le vin de Bordeaux a un bouquet...  
 — Aspirez-moi celui-là, je vous prie. Comme cela, tenez !  
 Et il huma l'air avec ses lèvres froncées en bourse.  
 Hein ?  
 — Il est délicieux ! dit le docteur après avoir obéi.  
 Et il renouvela l'essai.  
 — Si je ne croyais pas être indiscret, ajouta-t-il, je vous prierais de m'en céder un ou deux paniers.  
 — Cela me serait vraiment impossible, et je le regrette, dit le mort attaqué dans son vif. Il m'en reste très-peu...  
 — Puisque vous êtes mort, que vous ne pouvez plus rien faire, dit le mort parut contrarié. — Le docteur n'insista pas.  
 Et la conversation continua.  
 Au bout d'un quart d'heure, le défunt était presque sur son séant...  
 Que dirai-je ? — A la troisième reprise, R... étonné par l'habileté du docteur, machonnait sans trop de répugnance quelques bruns de poulet et buvait goutte à goutte un verre de son fameux vin de Bordeaux...  
 Il y prit goût, — et il fallut qu'Alibert se fût précipité pour l'empêcher de trop prendre.  
 Chez les estomacs fatigués, — qu'il le sçait par l'expérience ou par l'habileté, — la digestion s'opère laborieusement...  
 R... ne tarda pas à tomber dans une somnolence que le docteur favorisait du mieux qu'il put, en lui lisant le *Constitutionnel*.  
 R... s'endormit.  
 Je ne vous expliquerai pas comment le sommeil assoupit peu à peu l'activité des nerfs, et comment la réaction de l'estomac neutralise l'effet du cerveau, affaibli par des diètes précédentes.  
 Au réveil, le défunt ne voulut voir personne, — pas même son neveu et le docteur, quoi qu'il fit, ne put lui faire desserrer les dents qui ne avaler une nouvelle ration de poulet et de vin de Bordeaux, après l'absorption desquels il s'assoupit de nouveau.  
 Bref, à huit jours de là, feu R... lisait son journal au soleil, le paysan était rentré en grâce, et les collatéraux repartis pour le Mans ou toute autre ville qu'il vous plaira de choisir.  
 C'est ainsi qu'Alibert guérit un mort.  
 Du moins me l'a-t-on raconté.

La conciliation de tous les hommes indépendants et nationaux dans la République et sous le tutélaire drapeau des principes, là est le salut, là est l'avenir. Ces principes, nous les formulerons. Après cinquante ans de combats et de victoires, il n'est pas difficile de démêler ce que la France, dans toutes ses vicissitudes, n'a cessé de regretter ou d'embrasser. « Les principes et plus que les principes », a dit un homme illustre. Nous oserons modifier cette belle parole; nous dirons à notre tour : « Des partis autour des principes. » Loin de nous des éternels visages qui n'ont que des intérêts et des ambitions, membres de l'opposition par circonstance, serviteurs du système par position et par nécessité ! La conciliation doit se faire, mais sur le terrain net et débarrassé des principes. Il y a de la place pour tout le monde, pour toutes les indépendances, pour tous les dévouements, pour toutes les générosités. »

La Patrie examine s'il y a analogie entre la coalition de 1839, contre M. Molé et ensuite si les résultats obtenus en 1839 sont tels qu'il y ait intérêt public, intérêt même pour les partis, à les rechercher une seconde fois.

Après cet examen la Patrie ajoute :  
 « Aujourd'hui rien de pareil ne pourrait se représenter. La coalition, même victorieuse, n'aurait pas, comme en 1839, deux ou trois ministères de recherche. Elle n'en a qu'un seul, indissolublement lié à l'opposition de gauche et qui devrait gouverner, quoi qu'il en eût, selon les principes de l'opposition. Le parti conservateur, battu dans les élections, demeurerait avec ses chefs, près à défendre ses doctrines contre toute hasardeuse tentative. Il ne serait pas donné à l'habileté de M. Thiers de l'entamer ni de l'ébranler, et le ministère né de la coalition aurait tout à la fois à combattre ses adversaires de cinq années et ses innocents alliés d'un jour. Evidemment ce ministère tombé, son passage au pouvoir nous amènerait l'anarchie parlementaire. C'est aux électeurs qu'il appartient de conjurer, par leurs votes, les dangers d'une crise dont nul ne peut calculer les conséquences. »

La Quotidienne s'applaudit en voyant s'agrandir le champ de la lutte électorale. « On s'attendait, dit-elle, à des rivalités de candidats; on en est venu à des luttes d'idées. »

**Chemin de fer du Nord.**

M. Frissard, membre du conseil des ponts-et-chaussées, inspecteur de la division du Nord, envoyé par M. le ministre des travaux publics de France pour visiter les lieux où est arrivé, le 8 juillet, le déplorable accident du chemin de fer, vient d'adresser au ministre le rapport suivant :

Aussitôt que M. le ministre des travaux publics fut informé du grave accident arrivé sur le chemin de fer du Nord, il donna l'ordre à l'inspecteur soussigné, chargé de la première division des chemins de fer, de se rendre immédiatement sur les lieux pour reconnaître les causes de cet accident et dresser, dans un bref délai, un rapport détaillé contenant le résultat de ses observations.

Le 8 juillet 1846, à sept heures du matin, partait de Paris un convoi composé de 23 voitures, portant 210 voyageurs; il était remorqué par deux locomotives, et se composait de la manière suivante :

1	Deux locomotives, nos 44 et 48, avec leurs tenders.	
	Un wagon de bagages, n° 1002	1002
	Un wagon de bagages, n° 1023	1023
	Diligence de J. Guérin sur un truck	1178
2	Voiture de 3 <sup>e</sup> classe	671
	de 2 <sup>e</sup> classe	310
	Voiture de 1 <sup>re</sup> classe	170
	de 1 <sup>re</sup> classe	173
	de 2 <sup>e</sup> classe	376
	de 3 <sup>e</sup> classe	802
3	Diligence de Lille sur un truck	1174
	Chaise de poste du général Oudinot sur un truck sans numéro.	
	Messageries royales	1177
4	Voiture de 3 <sup>e</sup> classe	1175
	de 2 <sup>e</sup> classe	670
	de 3 <sup>e</sup> classe	667
	Wagon de bagages	1005
	Voiture de 2 <sup>e</sup> classe	426
	de 1 <sup>re</sup> classe	171
	Voiture de 1 <sup>re</sup> classe	169
	de 2 <sup>e</sup> classe	425
5	6 chaises de poste sur des trucks.	
	1 fourgon de bagages.	1010
	1 fourgon de bagages.	1013

Ce convoi venait de franchir le viaduc construit sur la Scarpe, près du village de Fampoux (1); il quittait une pente de 0,004, et commençait à franchir une rampe de 0,005, précédé d'un palier de 27 m. de longueur, lorsqu'un déraillement eut lieu et que le convoi se divisa en cinq groupes, ainsi que nous l'avons indiqué par les numéros.

Il paraît que la rupture du convoi eut lieu entre les deux wagons de bagages, la première locomotive resta sur les rails et s'arrêta à 224 m. du point où le déraillement a commencé. La seconde locomotive a déraillé ainsi que son tender, mais très-faiblement, car les boullins des roues touchèrent encore la voie. Le premier wagon à bagages a également déraillé, mais sans se séparer de la deuxième locomotive.

Le second wagon de bagages, en quittant la voie, alla se précipiter dans une ancienne tourbière, remplie d'eau sur trois à quatre mètres de hauteur. Lorsque ce wagon fut arrêté, la diligence Guérin, qui le suivait, le dépassa en vertu de sa vitesse acquise, et vint se placer devant lui, dans une position inverse de celle qu'elle occupait sur la voie. Un wagon de troisième classe, et une autre de deuxième classe, firent successivement des mouvements analogues; en sorte que ces quatre voitures, qui formaient le deuxième groupe du convoi, étaient retournées de l'arrière à l'avant, ce qui embarrassa d'abord beaucoup pour les reconnaissances.

On comprend que c'est dans ce groupe que les victimes furent en plus grand nombre; deux gardes qui étaient dans le wagon de bagages et neuf personnes placées dans les voitures de 3<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> classe périrent; trois personnes qui occupaient la diligence Guérin ont aussi succombé; ce sont les dernières qui ont pu être sauvées parce que cette diligence était très-engagée sous les autres voitures.

Une seconde rupture eut lieu entre la voiture de 2<sup>e</sup> classe, 310, et la voiture de 1<sup>re</sup> classe, 170. Celle-ci devint la tête d'un troisième groupe qui se dirigea vers le viaduc en laissant à gauche le premier groupe, ce troisième groupe se composait de cinq voitures, dont la dernière était la diligence de Lille, qui s'était séparée de la chaise de poste du général Oudinot, qui la suivait.

Les autres voitures de ce groupe furent tout sauvées, il n'y eut que des blessés. La chaise de poste forma la tête du quatrième groupe; mais, sous le choc de la troisième, il vint heurter contre le second. Les trois premières voitures de la chaise de poste renversées sur son truck ne fut pas écrasée, parce que le truck était tenu en bascule par la diligence Laffitte, qui portait sur l'extrémité opposée. Cette circonstance sauva la vie au général; mais son aide-de-camp fut grièvement blessé. Les voitures suivantes, jusqu'au n° 171 inclus, étaient hors de la voie sur le talus.

Il n'y a pas à déplorer de plus graves accidents dans ce groupe, c'est qu'une chaise de poste venait un fourgon de bagages et une diligence vide. A partir du n° 169, toutes les voitures formant le cinquième groupe restèrent sur la voie; les voyageurs n'éprouvèrent que des chocs peu dangereux.

En résumé, seize voitures, wagons ou diligences, ont été précipités hors de la voie sur un talus ou dans l'étang. Le nombre des victimes pourrait être encore plus considérable, s'il n'y avait pas eu parmi ces voitures deux wagons de bagages et une diligence vide, celle de Valenciennes, et si les cinq voitures nos 170, 169, 376, 802 et 1175 n'avaient pas suivi une direction moins dangereuse.

L'origine du déraillement est indiquée par un rail brisé à la suite duquel les coins qui retiennent les rails dans les coussinets sont sillonnés par le bondin d'une roue déraillée sur une longueur de 108 mètres. A la suite de cette distance, les rails de gauche sont entièrement sortis de leur position; c'est là que le convoi s'est précipité sur le talus.

(1) Ce viaduc est composé de trois arches de cinq mètres vingt d'ouverture, et de sept de hauteur.

ondulations dans le sens horizontal. Ces ondulations se prononcent davantage à mesure que l'on avance vers le point où le déraillement a commencé.

**OBSERVATIONS.**

Quelles pouvaient être les causes de ces effets si désastreux? C'est ce que nous allons examiner; mais malheureusement nous ne pouvons encore faire que des conjectures.

On peut chercher les causes de l'accident dans l'état du chemin, la traction, le matériel.

**Etat du chemin.** — La catastrophe a eu lieu sur une partie du chemin en ligne droite sur un remblai de sept mètres de hauteur. Si l'on examine la forme du chemin en long et en travers, on ne voit aucune altération dans ses profils. L'inflexion que l'on remarque entre la pente de 0,004, et la rampe de 0,0054, est le résultat de l'interposition du palier qui sépare et raccorde ces deux inclinaisons différentes.

Lorsqu'il s'agit d'une affaire aussi grave, il ne suffit pas d'une reconnaissance à la vue seule; il faut des vérifications exactes; nous avons donc fait faire, avec un grand soin, le nivellement en long et en travers du chemin. Ce nivellement a confirmé notre premier aperçu; il en résulte que les rails n'ont subi aucune altération dans leur profil longitudinal, sauf une légère dépression dont nous parlerons bientôt, et qui a été produite par le déraillement.

Il ne pouvait en être autrement, car ce remblai a été achevé avant l'hiver 1844; il a été fait avec de la terre franche et de la craie, provenant d'une tranchée, et avec un emprunt peu considérable fait dans un terrain voisin, mais au-dessus de la tourbe.

Ce remblai, établi sur un terrain tourbeux, a éprouvé des tassements successifs qui ont été comblés; l'entretien simple suffit pour maintenir aujourd'hui le profil en long dans son niveau primitif.

Il demeure donc bien démontré, pour nous, que l'exécution du chemin est complètement étrangère à la catastrophe du 8 juillet.

On ne peut pas davantage accuser l'entretien. Cette portion du chemin ayant été livrée à la compagnie à partir du 1<sup>er</sup> avril, c'est depuis cette époque qu'elle est chargée de l'entretien; il se fait sur cette partie avec beaucoup de soin.

Il est précisément sur la portion du chemin endommagée par le déraillement une trace de cet entretien; quelques traverses récemment relevées ne sont pas encore recouvertes de sable.

En cet endroit, les rails se sont dérangés, les coussinets se sont brisés, des secousses violentes ont enfoncé les traverses posées sur un nouveau remblai et ont formé cette dépression dont nous avons parlé, et qui a 0 m. 27 pour 13 m. 50 de longueur.

Nous n'avons indiqué cette légère dépression que parce qu'on a dit sans réflexion et sans examen que l'accident avait eu pour cause la déformation du remblai sur un terrain tourbeux, et que plus tard on a parlé de dépression, même d'affaissement.

Mais quand bien même cette légère dépression eût existé avant l'événement, ce qui n'est pas, elle n'aurait pu occasionner aucun accident fâcheux: car on trouve souvent des dépressions sensibles à la jonction des remblais avec des ouvrages d'art, et quelquefois la chaise-pierres d'une locomotive s'est faussée en franchissant ces dépressions, sans qu'il en résultât aucun inconvénient pour le convoi.

Ainsi, l'entretien est désintéressé comme l'exécution. Il faut donc chercher ailleurs une cause du sinistre.

**Traction.** — Est-ce une trop grande vitesse qui a donné lieu au désordre; est-ce, au contraire, un ralentissement trop brusque qui a fait rompre le convoi?

Les heures du passage du convoi aux diverses stations prouvent que les vitesses moyennes étaient plutôt faibles que fortes, la dernière distance d'Arras à Fampoux, qui est de 8 kilomètres, a été parcourue en 22', ce qui ne fait que 22 kilomètres à l'heure. Mais les vitesses moyennes ne prouvent pas que la pente de 0 m. 004 n'a pas été descendue avec une grande vitesse.

Ce qui pourrait le faire présumer, c'est la disposition du premier groupe: elle indique, en effet, que chacun de ses éléments a dû être animé d'une grande vitesse, pour dépasser l'élément qui le précédait, et aller se placer en avant, au lieu de rester en arrière. La vitesse des autres groupes a été amortie en labourant transversalement une plus grande longueur du talus.

On peut aussi penser que si, à la suite d'une pente où la vitesse est ordinairement plus forte, on gravit une rampe d'une forte inclinaison, il y aura ralentissement à la tête du convoi, tandis que la queue continuera à se mouvoir avec sa vitesse primitive; le milieu du convoi se trouverait alors comprimé et poussé en dehors de la voie. Cette hypothèse, qui pourrait expliquer les trois points de rupture du convoi, et le déplacement du rail de gauche poussé vers le vide, ne s'accorderait pas avec les mouvements de divers groupes que nous avons décrits. Cependant, si les machinistes, s'apercevant d'un désordre dans le convoi, ont voulu arrêter les machines, l'effet de la compression a pu venir s'ajouter à une autre cause de déraillement.

**Matériel.** — Un déraillement peut être occasionné par la rupture d'une ou de plusieurs parties du matériel; mais comment discerner, au milieu de ces débris, les causes véritables? On a examiné avec beaucoup de soin le matériel qui se trouvait sur le talus, et on a constaté que le matériel n'était rompu ni même faussé, quoiqu'il se trouvât dans le talus, et qu'il avait subi de leurs chocs contre les rails, surtout contre les traverses, les wagons à bagages précipités le premier. Il n'y a de rompu que plusieurs barres d'attelage, les chaînes de retenue, les ressorts de suspension du wagon dont on veut parler, et quelques tiges de tampons. Il est impossible de savoir quelle est la pièce qui a rompu la première, et cependant c'est peut-être là qu'est la cause de l'accident, car la rupture d'une barre d'attache produit des chocs obliques et peut occasionner un déraillement.

Tout le monde a rivalisé de zèle pour adoucir autant que possible les résultats de ce déplorable événement; les secours ont été prompts, ils ont été nombreux. L'autorité n'a cessé de veiller et de coopérer au sauvetage. Des recherches minutieuses ont été faites en sa présence pour découvrir promptement toutes les victimes, et les derniers devoirs leur ont été rendus avec toutes les convenances désirables.

**Résumé.** — La catastrophe de Fampoux ne peut être attribuée ni à l'exécution ni à l'entretien du chemin. Il faut donc en chercher la cause partout ailleurs; mais comment découvrir la vérité en interrogeant des témoins prévenus, troublés, fortement impressionnés, ou des débris multipliés, au milieu desquels les effets se confondent avec les causes? Si, malgré toutes nos recherches, il ne nous a pas été possible d'arriver à une conclusion positive, nous avons pu, du moins, rectifier bien des faits dénaturés, exagérés par des rapports inexacts.

La Cour royale de Douai ayant évoqué l'affaire, une instruction, faite par des magistrats éclairés et habitués à rechercher la vérité, mettra au jour beaucoup de faits, de circonstances, qui nous sont restés inconnus. La justice viendra en aide à la science en lui fournissant de nouvelles données pour résoudre une question dont la solution intéresse si vivement la sécurité publique.

Paris, 13 juillet 1846.

L'inspecteur divisionnaire adjoint,  
FRISSARD.

Ce rapport a produit une assez fâcheuse impression à Paris, et nous le comprenons sans peine, car il tend à établir qu'il n'y a et de la faute de personne dans la catastrophe du 8, et il laisse croire qu'il serait en quelque sorte impossible d'en déterminer la cause. Il résulte de ceci qu'en l'absence d'une cause connue, ou même seulement supposée, il semble n'y avoir aucune mesure spéciale à prendre, ce qui est fort peu rassurant pour le public.

**Nouvelles d'Italie.**

Le *Diario di Roma* du 4 juillet, venu par la voie de terre, ne contient aucune autre nouvelle politique que celle de la présentation au souverain pontife, par M. le comte de Rossi des lettres qui l'accréditent près de S. S. en qualité d'ambassadeur.

Par Marseille, les nouvelles de Rome sont du 5 juillet. Le *Sémaphore* publie la lettre suivante :

Rome, 5 juillet 1846.

« Les difficultés qui entourent le nouveau souverain pontife commencent à se révéler; autour de S. S. se trouve une ligue d'employés ecclésiastiques et religieux, ennemis de toute réforme, qui cherchent à lui cacher la vérité et à lui dissimuler le véritable état des choses. »

« On cite entre autres le gouverneur de Rome, Monsignor Marini, opposé à tous projets d'amnistie. On raconte qu'il y a quelques jours, de jeunes Bolonais qui venaient à Rome, furent arrêtés à Ponte-Molle; après avoir subi la vérification de leur valise, ils reçurent, avec la défense d'entrer à Rome, l'ordre de retourner chez eux. Revenus à Bologne, ils se plaignirent

au cardinal Oppizzoni, évêque de Bologne, qui s'empressa de faire au pape le récit de leur aventure. »

« Deux jours après, le gouverneur de Rome étant venu travailler, selon l'usage, avec S. S., le pape lui demanda s'il n'avait rien de particulier à lui raconter. — Non, répondit Monsignor Marini. — Et les jeunes gens de Bologne, que vous avez empêchés de venir à Rome? »

« Le gouverneur voulut se justifier en alléguant qu'on avait trouvé dans leurs papiers des satires et des sonnets contre le gouvernement. — « Scio-chezza (bêtise), dit S. S.; vous savez-bien que si vous faisiez visiter nos propres bagages, vous en trouveriez autant; il est temps que tout cela finisse et que l'on respecte un peu la liberté individuelle; j'espère que ce sera la dernière fois que nous entendrons de semblables plaintes. »

« Vous voyez, par cet exemple, combien il faudra de fermeté au nouveau pape pour faire triompher ses bonnes intentions; espérons que la Providence lui donnera le courage nécessaire. »

A ces nouvelles, nous ajouterons l'extrait suivant d'une lettre de Livourne, du 8 juillet :

« D'après les lettres de Rome du 5, et de Bologne du 6, l'horizon politique des états romains commence à s'obscurcir; la bonne volonté du pape ne peut parvenir à vaincre l'influence que le parti rétrograde exerce sur la cour pontificale. Aussi, les Romains font-ils, dans leurs pasquinades, le calembourg suivant sur le nom du nouveau pape: *Pio nono (IX) bello e buono ma stai*. (Pie IX, bel et bon; mais tu es stationnaire.) »

« En effet, ni l'amnistic, ni les réformes ne sont publiées; tout fait même craindre que le gouvernement de Pie IX ne suive le système de celui de Grégoire XVI et que, semblable à ce dernier, il ne promette toujours une ère nouvelle qui ne se réalisera pas. »

« M. Savelli, pro-légat, résident à Bologne a, par ordre de la secrétairerie d'état, réprimandé le marquis Gioacchino Pepoli (petit-fils de Joachim Murat) M. Marco Minghetti, M. Aglebert, le marquis Tanari et le comte Montanari, c'est-à-dire les personnes qui les premières ont signé la pétition envoyée à Rome, parce qu'elle contenait des expressions trop dures pour le gouvernement précédent. Ces messieurs ont répondu qu'ils croyaient agir pour le bien de leur patrie et qu'ils réitéreraient cette démarche si les circonstances l'exigeaient. »

« P. S. Le bruit se répand que Pie IX est malade, et que l'on a dû le saigner deux fois. »

**Nouvelles de la Plata.**

D'après des nouvelles de la Plata du 8 mai, une assez grave altercation a eu lieu entre les deux amiraux anglais et français. Voici à quelle occasion :

Un bâtiment de commerce anglais avait réussi, malgré le blocus, à gagner la côte, et il avait déjà chargé 80 tonneaux de suif, lorsque l'amiral Inglefield, informé de cette infraction aux règlements, fit sommer le capitaine du vaisseau d'abandonner son chargement et de se retirer.

L'amiral Lainé, au contraire, envoya des vaisseaux de son escadre pour s'emparer du bâtiment anglais, dont il exigea la confiscation, déclarant que tous les pavillons étaient égaux devant le blocus, et qu'il protestait contre toute faveur du genre de celle dont on voulait faire jouir le navire confisqué.

Malgré toutes les observations et toutes les démarches, l'amiral Lainé se montra inflexible.

**El Comercio de Cadix** publie les nouvelles suivantes de Montevideo, apportées par le brick de guerre *Héroé*, et qui, bien que d'une date un peu ancienne, seront lues avec intérêt :

Le 19 mars, un brick marchand espagnol jeta l'ancre à Montevideo; il venait de Rio-Janciro et avait à bord le général D. Fructoso Rivera, personnage fort respecté sur le territoire oriental, et qui par sa bravoure et ses services a mérité d'être nommé deux fois, par ses condoyens, président de la république. Il se distingue spécialement par son aversion pour les Anglais et les Français, dont l'influence, dans les affaires d'Amérique, lui a toujours paru un mal très grave pour sa patrie, et a été peut-être la cause principale des intrigues qui ont eu pour résultat son bannissement au Brésil. Avant que le brick espagnol jetât l'ancre devant Montevideo, la chaloupe de l'amiral de l'escadre anglaise, au mépris des lois sanitaires, avait jeté à terre le pavillon espagnol qui flottait sur le brick, s'emparant de son équipage, et même prisonniers, à la frégate. Sur le brick espagnol, mais sans succès, on avait tenté pour empêcher qu'il ne descendît à terre, et on avait même essayé de l'élever au pouvoir.

Rivera, offensé de cette conduite, manifesta le vif désir de se mettre sous la protection du pavillon espagnol *la Perla*, et se décida à y rester, à la condition, toutefois, de ne pas descendre en ville; cette condition avait été exigée par les ministères anglais et français; mais Rivera était autorisé à recevoir la visite de sa famille et de ses amis. On sait que le 1<sup>er</sup> avril une insurrection eut lieu, et qu'à l'exception d'un bataillon de réfugiés de Buenos-Ayres, resté fidèle au gouvernement, tout le monde en ville se déclara pour Rivera. Depuis le commencement de ce mouvement, les représentants d'Angleterre et de France n'avaient pas cessé de demander à M. Creus, ministre d'Espagne, de livrer le général Rivera ou de le faire conduire hors du pays. M. Creus ne se soumit à aucune de ces exigences; il répondit que les navires de S. M. C. n'avaient d'ordre à recevoir que de leur souverain et qu'il était indigne de tous les Espagnols de recevoir à bord des hommes qui se réfugiaient sous ce pavillon, pour les traiter comme des prisonniers. Le mouvement continuant les révoltés parcouraient la ville en criant : *Vive Rivera! Vive l'Espagne!* mais sans commettre aucun désordre. La troupe anglaise et les équipages des navires anglais et français qui avaient débarqué à la première nouvelle du mouvement, restaient inactifs, couvrant la ligne extérieure du siège. Les ministres d'Angleterre et de France, avant de laisser Rivera descendre en ville, avaient cru devoir rédiger deux protestations contre la conduite du représentant de l'Espagne et du commandant des navires espagnols; la première protestation était conçue dans des termes modérés; la seconde était hautaine et menaçante; il fut répondu avec dignité à toutes deux.

Aux menaces faites par trois frégates de 50 canons, une de 46, et deux corvettes, don Antonio Estrada, commandant de *la Perla*, répondit que les navires de S. M. C. ne sont pas habitués à baisser pavillon devant des forces si supérieures sans avoir bien établi l'honneur des armes espagnoles; il succomberait sans doute en résistant à sa demande, mais il moins il mourrait en Espagnol et en homme d'honneur. Cette énergique résolution, la crainte de causer de graves complications en Europe, et l'état de l'esprit public à Montevideo, décidèrent enfin les ministres anglais et français à céder à la force des circonstances. Rivera descendit à terre le 6, au milieu des plus grandes réjouissances, et reconnaissant au plus haut point du bon accueil qui lui avait été fait par les Espagnols. Le nouveau président de la république et les ministres sont des créatures de Rivera; en conséquence M. Creus a profité de cette heureuse conjoncture pour conclure le traité d'amitié entre l'Espagne et l'état oriental, apporté par le brick *Héroé*. Pendant les 3 jours qu'a duré le soulèvement de Montevideo, l'hôtel de M. Creus a été gardé par 50 artilleurs des navires espagnols.

On voit par ces résultats, ajoute le *Heraldo*, que notre gouvernement a bien fait d'envoyer à Rio de la Plata un agent actif et intelligent et quelques navires de guerre. L'Espagne est aimée et respectée dans ce pays, et son influence sera, en définitive, celle qui devra y prévaloir exclusivement.

# VARIÉTÉS.

## ILLUSTRATIONS SCIENTIFIQUES.

ALEXANDRE DE HUMBOLDT.

(Suite et fin. — Voir notre n° d'avant-hier.)

### III.

A en juger par les résultats immédiats de l'observation, l'influence de la chaleur s'étendrait à un genre d'action d'un ordre beaucoup plus élevé. Certaines stations circumpolaires sont aussi peuplées que les stations correspondantes placées sous l'équateur. Les mers boréales, par exemple, ont peut-être autant d'habitants que celles des tropiques; mais, si l'on vient à examiner ces populations marines, on reconnaît bien vite qu'elles sont très diversement composées. Sous l'équateur, le nombre des espèces est infiniment plus considérable; et cette infériorité est compensée pour les mers du Nord par une plus grande multiplication des individus. Bien plus, non-seulement les différences entre les animaux deviennent plus nombreuses, mais encore elles portent sur des détails organiques de plus en plus importants à mesure que l'on avance vers les régions les plus chaudes. Ce ne sont pas seulement les espèces, mais encore les genres, qui se multiplient. M. Milne Edwards est le premier qui, dans ses belles recherches sur la géographie des crustacés, ait signalé ce fait remarquable. Le même naturaliste est arrivé à un autre résultat plus important encore. Il a reconnu que le perfectionnement des organismes paraissait suivre une marche semblable, et être jusqu'à un certain point proportionnel à la quantité de chaleur et de lumière. A mesure qu'on s'éloigne des pôles, qu'on se rapproche de l'équateur, la machine animale semble progressivement se perfectionner, et ce n'est que dans les mers les plus chaudes que se tiennent les crustacés les plus élevés en organisation. Il nous paraît probable que l'étude des autres classes fera reconnaître des faits tout pareils. Dès aujourd'hui nous pouvons dire qu'il en est bien réellement ainsi pour les mammifères, les oiseaux et les reptiles. Les singes, par exemple, que tous les zoologistes s'accordent à placer en tête de la classe des mammifères, et dont les espèces variées peuplent les forêts des tropiques, ne pénètrent jamais très-avant dans les zones tempérées. A peine le rocher de Gibraltar nourrit quelques magots, dont l'origine est au moins bien douteuse, et ceux des quadrumanes que leur organisation rapproche le plus de l'espèce humaine, l'orang, le chimpanzé, habitent exclusivement les contrées les plus chaudes de l'ancien continent.

Les quelques faits que nous venons de citer, ceux du même genre que nous pourrions signaler encore, paraissent dépendre uniquement des rapports existants entre la nature propre des êtres vivants et l'action qu'exerce sur eux le milieu ambiant. On pourrait croire au premier coup d'œil que la distribution géographique des plantes et des animaux doit se rattacher à cette seule et unique cause. Il n'en est pourtant pas ainsi. De ce qu'un lieu donné satisfait complètement à toutes les conditions d'existence d'une espèce animale ou végétale, il ne s'ensuit nullement que cette espèce devra nécessairement s'y rencontrer. Dans les contrées éloignées dont le sol présente une composition identique, dont les climats paraissent se ressembler en tout, les flores et les faunes sont souvent très différentes, en ce sens du moins que les espèces ne sont nullement les mêmes dans l'autre; mais alors ces espèces, quoique distinctes, présentent une analogie qu'on pouvait en quelque sorte prévoir, et que semble commander l'identité des circonstances extérieures.

Ce fait véritablement remarquable introduit dans les études de géographie organique un élément très-essentiel, dépendant uniquement de l'observation, et qui conduira quelque jour à des conséquences peut-être encore bien imprévues. Supposons, par exemple, qu'un zoologiste familier avec la faune européenne, touche successivement aux rivages de l'Amérique du Sud, à Madagascar, à la Nouvelle Hollande; il s'apercevra sans peine que la population animale de ces diverses contrées présente dans chacune d'elles un cachet particulier. Il reconnaîtra que certaines espèces, certains genres, sont comme relégués dans des provinces parfois très circonscrites. Il verra la faune tout entière de quelques grandes localités se modeler sur un type tout spécial qui n'a ailleurs que peu ou point de représentants. Ainsi les îles Moluques possèdent seules les tarsiers, si remarquables par la longueur de leurs jambes. Madagascar, quoique voisine d'une côte où pullulent les singes, ne nourrit aucun de ces mammifères, et les remplace par les lémuriniens, qu'on ne rencontre nulle part ailleurs. Pas une seule espèce de singe n'habite à la fois l'ancien et le nouveau continent. Enfin la Nouvelle-Hollande et les îles voisines semblent être la patrie spéciale des marsupiaux, qui reproduisent dans cette partie du monde la série presque complète des mammifères ordinaires, et dont deux ou trois espèces seulement se retrouvent dans l'ancien et le nouveau continent.

Ce cantonnement des espèces n'est nullement particulier à la période géologique actuelle. M. Owen, qu'on peut regarder à bon droit comme le premier des paléontologistes modernes, a pour ainsi dire mis hors de doute ce fait si important pour l'histoire de notre globe. Le célèbre anatomiste anglais conclut, de l'examen d'un nombre immense d'ossements fossiles, que, dans les périodes géologiques passées, les espèces animales de chaque contrée présentaient des caractères semblables à ceux des espèces actuellement vivantes; que les unes et les autres appartiennent aux mêmes types fondamentaux. Ainsi, par exemple, tous les ossements de mammifères fossiles découverts à la Nouvelle-Hollande appartiennent au groupe si caractéristique des marsupiaux. M. Owen ne signale qu'une seule exception. Le mastodonte, ce représentant de l'éléphant actuel, semble avoir été véritablement cosmopolite. On a rencontré ses restes dans l'Amérique et dans l'Inde aussi bien qu'en Europe. On les retrouve aussi dans la Nouvelle-Hollande. Or, on comprend que, précisément cause de sa nature, cette exception n'attaque en rien la conclusion générale avancée par M. Owen.

Il est absolument impossible d'expliquer les faits qui précèdent en admettant que toutes les espèces animales ont été créées

sur un point unique d'où elles ont irradié sur la surface entière du globe. On ne comprendrait pas comment, en ce cas, elles auraient pu traverser d'immenses espaces sans laisser la moindre trace de leur passage; on ne comprendrait pas surtout comment les fossiles d'une vaste contrée se rapportent tous à un type unique, dont on ne trouve ailleurs aucun vestige. On a donc été conduit à admettre que chaque espèce a été, dès l'origine, créée par l'auteur de toutes choses dans la région la plus favorable à son développement, et que de là elle s'est répandue en tous sens jusqu'aux limites résultant des conditions nouvelles où elle se plaçait en s'éloignant de son point de départ. M. Milne Edwards, qui, dans ses mémoires sur la géographie des crustacés, a le premier développé les considérations élevées dont nous donnons ici un aperçu, a désigné sous le nom de *centres de création* les points du globe qui paraissent avoir été la patrie originelle d'un grand nombre d'espèces distinctes. Il a ainsi rendu compte de plusieurs faits curieux de distribution des animaux, et expliqué, entre autres, l'isolement singulier de quelques espèces, la prédominance de certains types dans les contrées où des circonstances particulières s'opposent également aux émigrations lointaines et aux invasions du dehors.

Un des faits qui nous paraissent venir le plus à l'appui de cette théorie des centres de création, c'est que les espèces animales appartenant à deux régions zoologiques analogues s'acclimatent très facilement en passant de l'une à l'autre. C'est là un résultat d'observation journalière, et dont l'histoire des établissements européens nous offre de nombreux exemples. Le bœuf, le chien, le cheval, ces serviteurs assidus et dociles de l'homme civilisé, n'existaient pas en Amérique lors de la découverte du Nouveau-Monde. Quelques individus, transportés sur cette terre étrangère et rendus accidentellement à la liberté, ont suffi pour engendrer ces races sauvages dont les troupeaux innombrables animent aujourd'hui la solitude des pampas, les marais de la Floride et les prairies sans bornes des Etats-Unis. Nos abeilles étaient également inconnues dans l'Amérique du Nord, à l'époque où les persécutions religieuses fondèrent ces colonies qui sont devenues un des plus puissants empires modernes. De nos jours, elles y vivent à l'état sauvage, et, parties des rivages de l'Atlantique, elles s'enfoncent rapidement dans l'intérieur. Selon M. Warden, en 1797, on n'en rencontrait pas encore à l'ouest du Mississippi. En 1811, elles avaient franchi cette barrière et remonté ce fleuve, ainsi que le Missouri, sur une étendue de deux cents lieues. Leurs essaims avaient donc avancé d'environ quatorze lieues par an. Aujourd'hui la récolte du miel sauvage est, pour l'Anglo-Américain des frontières, une véritable branche d'industrie et de commerce.

Si le globe terrestre n'était habité que par des êtres livrés aux seules impulsions de l'instinct, la répartition des espèces animales serait probablement réglée uniquement par les trois causes générales que nous venons d'indiquer. De leur action plus ou moins énergique, de leurs compensations mutuelles résulterait un équilibre que rompraient seulement ces grands cataclysmes qui bouleversent les mondes eux-mêmes. Mais l'homme, avec son intelligente activité, joue au milieu de ces éléments un rôle dont l'influence est immense. Il a multiplié les espèces utiles, poursuivi et anéanti quelquefois les espèces nuisibles, celles même qui n'avaient d'autre tort que de ne pouvoir servir à ce maître du monde. Dans le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle, on trouvait en grande abondance, aux îles de France et de Bourbon, un oiseau de la grosseur du cygne, mais construit de manière à ne pouvoir ni voler ni nager avec facilité. Ces îles se peuplèrent, et les *drontes*, dont la chair était d'ailleurs mauvaise à manger, disparurent si bien, que plusieurs naturalistes, et Cuvier lui-même, ont été jusqu'à douter de leur existence passée. Le fait est qu'il n'en reste plus d'autres traces qu'un bec et deux pattes, échappés comme par miracle à la voracité des insectes, et que l'on conserve aujourd'hui précieusement dans le musée d'Oxford.

Partout où l'homme a porté ses pas, nous le voyons marcher accompagné d'espèces animales dont il a su s'entourer pour satisfaire ses besoins ou ses caprices. Partout nous le voyons exproprié au profit de ces utiles serviteurs les espèces sauvages qui occupent le sol. Le chien, le cheval, ont pénétré avec lui dans toutes les parties du globe. Le bœuf, le mouton, remplacent au cap de Bonne-Espérance le buffle et les antilopes; dans l'Amérique du Nord, le bison et le cerf; dans la Polynésie, le kangaroo et les autres marsupiaux. Dans ces migrations lointaines, l'homme traîne aussi à sa suite des parasites intéressés ou des ennemis redoutables dont il ne peut se débarrasser. Les souris pullulent dans la cale de nos navires. Sur huit espèces de rats que possède le Brésil, cinq sont originaires du pays même; les trois autres lui ont été apportées par le commerce. Le *taret*, autrefois inconnu dans nos mers, est devenu le fléau de nos constructions en bois sous-marines, et menace incessamment d'épouvantables inondations la Hollande, dont il rongé les digues. Un autre ennemi, plus formidable peut-être, s'est acclimaté en France. Depuis plusieurs années, le *thermite fatal* est à Rochefort, et y exerce des ravages d'autant plus à craindre que rien n'indique ses progrès. Puisse la science découvrir bientôt un moyen de mettre nos planchers, nos charpentes, à l'abri de ce redoutable mineur, et préserver ainsi nos villes maritimes, peut-être l'Europe méridionale tout entière, d'un des plus terribles fléaux que nous ayons pu importer des colonies!

Ainsi l'activité humaine exerce souvent une action profondément modificatrice sur la distribution géographique des êtres vivants; mais cette action a pourtant des limites, et ici reparait dans toute sa puissance la domination du monde extérieur. Pour qu'une espèce s'acclimate sur une terre étrangère, il faut que sa nature se prête aux nouvelles conditions d'existence qui résultent de ce changement d'habitation. L'homme lui-même, cet orgueilleux souverain de la terre, ne saurait échapper à l'influence du monde physique, et si nous voulions rechercher jusqu'où peut atteindre cette domination, nous trouverions, comme l'observe M. de Humboldt, que les mœurs, les habitudes, l'organisation politique, les croyances religieuses, que toutes ces choses qui constituent l'essence des sociétés humaines, n'ont souvent pas d'autre origine première que des accidents de sol ou de climat. L'homme des forêts est presque nécessairement chasseur; celui des steppes, pasteur; celui qui habite le bord des fleuves ou les rivages de la mer, pêcheur. Livrés à eux-mêmes, tous trois arriveront sans doute à des notions plus ou moins élevées sur l'existence d'êtres supérieurs qui président à leurs

destinées, qui réservent aux bons et aux méchants un avenir de récompenses ou de punitions; mais chacun d'eux traduira ces croyances générales d'une façon appropriée à son genre de vie. Chacun d'eux se prosternera avec crainte ou vénération devant des fétiches divers empruntés aux objets qui l'entourent. Ici nous retrouvons l'ensemble des considérations que nous avons esquissées dans la seconde partie de ce travail; nous revenons pour ainsi dire à notre point de départ. Admirable enchaînement de causes et d'effets qui, par l'intermédiaire des conditions d'existence, rattache le monde organique dans ses plus hautes comme dans ses plus humbles manifestations, les problèmes de la civilisation comme l'existence du dernier infusoire, à tout le passé de notre planète et aux lois de la formation des mondes.

On n'analyse pas un livre comme *Cosmos*, qui est lui-même un résumé des plus succincts d'une masse énorme de faits et de résultats scientifiques. Pour en donner une idée, nous avons dû plutôt choisir et développer quelques-uns des points les plus propres à faire ressortir la donnée générale. Si nous avons réussi, nos lecteurs doivent maintenant comprendre toute l'immensité du champ embrassé par M. de Humboldt. C'est l'univers, c'est la création entière que nous venons de parcourir sur ses traces. Comme naturaliste, nous avons cru pouvoir exprimer quelques regrets en voyant encore une fois la nature vivante moins bien traitée que la nature morte; mais personne plus que nous n'admire ce qu'il y a de merveilleux à avoir su réunir et condenser la science nécessaire pour fournir une telle carrière. Aussi ne saurions-nous trop engager tout homme sérieux, qu'il soit savant de profession ou seulement ami du savoir, à lire ce livre, qui, sous une forme pittoresque, offre la solution des plus difficiles problèmes de la cosmologie, dont l'auteur n'est arrivé aux vues d'ensemble qu'en passant par les détails, et où les idées paraissent d'autant plus grandes qu'elles marchent toujours appuyées sur les faits.

A. DE QUATREFAGES.

### Theâtre-Royal-Français.

Samedi, 18 juillet, représentation n° 14.

### Les Huguenots,

grand opéra en 5 actes, paroles de M. E. Scribe musique de G. Meyerbeer.  
M. VALET, engagé comme deuxième basse et première, remplace le rôle de St-Bris.

Vu la longueur du spectacle on commencera à six heures et demie.

## ANNONCES.

### SOCIÉTÉ DE PAQUEBOTS A VAPEUR

ENTRE

### le Havre et la Hollande.

Le steamer *Rotterdam*, capitaine COUHAN, partira de Rotterdam le mardi 20 juillet.

### Cours des Fonds Publics.

Bourse d'Amsterdam du 15 Juillet.

	(c)	14 juill.	OUVERT.	FERMÉ.
Debt active	2.	61 1/2	61 1/2	61 1/2
Dito dito	3.	73	73	—
Dito en liquidation	3.	—	—	—
Dito dito	4.	95	95	95
Dito des Indes	4.	—	94 1/2	94 1/2
Syndicat	4.	—	—	—
Dito	3.	—	89 1/2	89 1/2
Société de Commerce	4.	177 1/2	178 1/2	179 1/2
Act. du lac de Harlem	5.	—	—	—
Chemin de fer du Rhin	4.	113	113 1/2	—
Act. du Chemin de fer Holland.	—	—	—	—
Oblig. Hope & C. 1798 & 1816	—	—	106 1/2	—
Dito dito 1828 & 1829	—	—	105 1/2	—
Inscript. au Grand Livre	6.	—	—	—
Russie... Certificats au dit	8.	—	—	—
Ditcriptions 1831 & 1833	5.	—	—	—
Emprunt de 1840	4.	—	91 1/2	—
Id. chez Stieglitz et Comp.	5.	—	89 1/2	—
Passive	—	—	—	—
Debt différée à Paris	—	—	—	—
Espagne... Deferred	—	—	—	—
Ardoin	5.	—	19 1/2	—
Dito	3.	—	37 1/2	—
Coupons Ardoin	5.	—	18 1/2	—
Obligations Goll. & Comp.	5.	—	—	—
Autriche... Dito métalliques	5.	—	—	—
Dito dito	2.	—	—	—
France... Inscriptions au Grand-Livre	3.	—	—	—
Pologne... Actious 1836	—	—	—	—
Brésil... Emprunt à Londres 1839	—	—	—	—
Id. id. 1843	—	—	—	—
Portugal... Obligations à Londres	—	50 1/2	50 1/2	50 1/2

Bourse de Paris du 14 Juillet.

	Int.	13 juill.	OUVERT.	FERMÉ.
France... Cinq pour cent	—	—	121 70	—
Trois pour cent	—	—	83 30	—
Emprunt Ardoin	—	—	—	—
Anc. différée	—	—	—	—
Nouv. dito	—	—	—	—
Passive	—	—	5	—
Certificats Falconet	—	—	103	—
Pays-Bas... Debt active	2 1/2	—	—	—
Dito	5	—	—	—
Belgique... Dito	3	—	—	—
Banque belge	—	—	—	—
Etats-Unis... Obligations de la Banque	—	—	—	—

Bourse d'Anvers du 15 Juillet.

Métalliques, 5 % — Naples, 5 % — Ard., 5 % 19 A. — Dette différée ancienne, — Passive 5 % — Lots de Hesse 82 A. — Cours après la Bourse (24 heures). Ardoin 19 1/2.

Bourse de Londres du 14 Juillet à 2 1/2 h.

3 % Cons. 95 1/2, 96. — 2 1/2 % Holl. 59 1/2. — 4 % id. 94 1/2. — Esp. 5 % 24 1/2. — Portug. 4 % — Russes —

Bourse de Vienne du 9 Juillet.

Métalliques, 5 % 111 1/2. — Lots de fl. 500, 154 1/2. — Lots de 250, 122 1/2. — Actions de la Banque 1551.

LA HAYE, chez Léopold Loebenberg, Lage Nieuwstraat.